



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale du Havre**  
Équipe Raffinage Pétrochimie

Arrêté du **- 5 JUIN 2023** mettant en demeure la société De Rijke Normandie à Lillebonne de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, D.541-360 et D.541-361 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2003 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société De Rijke Normandie ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 avril 2023 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courrier le 18 avril 2023 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel en date du 3 mai 2023 ;

**CONSIDÉRANT :**

que la société De Rijke Normandie exploite, sur la commune de Lillebonne, une installation de stockage de matières combustibles dont notamment des granulés de plastiques industriels ;

que la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente sur le site est supérieure à 5 tonnes ;

qu'à ce titre, le site De Rijke Normandie de Lillebonne répond à la définition d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels de l'article D.541-360 du code de l'environnement ;

que les zones du site où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement ne sont associées à aucun dispositif de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement ;

que parmi les zones concernées, celle des silos de stockage et celle des opérations de remise en vrac sont celles présentant le risque de déversement accidentel le plus élevé ;

que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il dispose d'équipements prévenant le rejet canalisé des granulés de plastiques industriels dans l'environnement ;

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article D.541-361 du code de l'environnement ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société De Rijke Normandie de respecter les prescriptions de l'article D.541-361 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime,*

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1er**

La société De Rijke Normandie, dont le siège social est situé 37 quai des Roches - 76380 CANTELEU, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D.541-361 du code de l'environnement pour son site situé sur la commune de Lillebonne :

- pour la zone des silos et la zone de remise en vrac : sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- pour l'ensemble des zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement : sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, la maire de la commune de Lillebonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société De Rijke Normandie.

Fait à ROUEN, le

**- 5 JUIN 2023**

Pour le préfet, délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN